

Chapitre 7

L'Asie du Sud et de l'Est : les enjeux de la population et de la croissance

Table des matières

1 Les États face aux enjeux démographiques	2
1.1 La moitié de la population mondiale	2
1.2 Une urbanisation très rapide	2
1.3 Les défis démographiques	2
2 Le développement économique de l'Asie du Sud et de l'Est	3
2.1 Le rôle précurseur du Japon	3
2.2 L'éveil de la Chine	4
2.3 La montée de l'Inde	4
3 Les limites du développement de l'Asie du Sud et de l'Est	4
3.1 Les crises financières	4
3.2 Les déséquilibres socio-spatiaux	5
3.3 Une urgence : le développement durable	5

Introduction

L'Asie du Sud et de l'Est s'étend sur 27 millions de kilomètres carrés (20 % des terres émergées) et elle abrite une population de 3,8 milliards d'habitants (55 % de la population mondiale). Cette région du monde connaît actuellement un développement important et elle est la locomotive de l'économie mondiale.

Cependant, les États doivent faire face à de nombreux défis : maîtriser la démographie, faire en sorte que la croissance soit bien partagée et enfin, agir en faveur de l'environnement.

1 Les États face aux enjeux démographiques

1.1 La moitié de la population mondiale

L'Asie du Sud et de l'Est abrite les deux principales puissances démographiques du monde : la Chine (1,3 milliard d'habitants) et l'Inde (1,2 milliard d'habitants). Les pays d'Asie sont moins dotés en matières premières que ceux d'Afrique. Pour se développer, ils ont utilisé l'immense réservoir démographique à leur disposition. A son arrivée au pouvoir en 1949, Mao encourage les naissances en affirmant qu'« une bouche c'est deux bras ». Lors du Grand Bond en Avant (1958), il tente de mobiliser les « forces productives cachées » (la main d'oeuvre des campagnes). Aujourd'hui, dans tous les pays d'Asie, la population est entrée dans la seconde phase de la transition démographique. Les gouvernements ont développé la scolarisation des filles et mis en place des politiques de planning familial (contraception...) pour réduire les naissances. Enfin, l'urbanisation conduit à une baisse de la fécondité. La Chine, en 1979, impose la politique de l'enfant unique : les familles n'ont droit qu'à un seul enfant.

1.2 Une urbanisation très rapide

L'Asie est entrée dans la « transition urbaine » : la population qui était dans sa très grande majorité rurale, devient citadine. Ce changement s'explique par la croissance de la population mais aussi par la modernisation des campagnes (la fameuse « révolution verte »). Il y a en Asie, 1,5 milliard d'urbains (43 % de la population urbaine mondiale) et il y a tous les ans 40 millions d'urbains de plus. Cependant, tous les États ne sont pas au même stade du processus. Il y a 67 % d'urbains au Japon contre 30 % en Inde.

En Chine, malgré les efforts des autorités, des millions de « mingongs » (travailleurs migrants) quittent les campagnes pour travailler dans les usines de la côte. D'immenses mégapoles (villes supérieures à 10 millions d'habitants) se forment : Tokyo (34 millions d'habitants), Canton (25 millions d'habitants), Delhi (24 millions d'habitants).

1.3 Les défis démographiques

La population de l'Asie continue à croître et en 2040, le continent comptera 600 millions d'habitants de plus. En Inde, les politiques de réduction des naissances ont donné des résultats décevants en raison des réticences culturelles mais aussi de l'importance de l'analphabétisme. Cette croissance incontrôlée a de graves conséquences sur les terres agricoles et l'environnement.

D'autres États (le Japon, la Chine, Singapour) ont achevé leur transition démographique et doivent faire face au vieillissement de leur population.

L'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel) a dénoncé le phénomène des « femmes manquantes » : en effet l'Asie manque de femmes car les familles pratiquent l'avortement sélectif. Les Indiens refusent d'avoir des filles pour éviter de payer des dots élevées lors du mariage. En Chine, les familles veulent avoir des fils qui s'occuperont des parents vieillissants. Les infanticides ou les mauvais traitements sont encore fréquents. La Chine, en 1984, a autorisé les familles rurales à avoir un second enfant si le premier est une fille. En 2013, la politique de l'enfant unique a été assouplie.

Enfin, les États doivent agir pour réduire la pauvreté. 50 % des citoyens d'Asie vivent dans des bidonvilles et ils sont les premières victimes des catastrophes naturelles (séismes, cyclones, tsunamis...). La pauvreté frappe aussi les personnes âgées (en Chine et au Japon).

2 Le développement économique de l'Asie du Sud et de l'Est

2.1 Le rôle précurseur du Japon

Le Japon est le premier pays de la zone à se développer et il va servir de modèle à tous les pays d'Asie de l'Est et du Sud. En 1867, pour échapper à la colonisation, il se lance dans une modernisation accélérée de ses structures politiques et économiques : c'est « l'ère Meiji ». Dans les années 1930, il se lance dans une politique impérialiste et il attaque les États-Unis (Pearl Harbor). Cette politique conduit au désastre (bombardements des villes, frappes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki). En 1945, le pays est ravagé et occupé par les États-Unis qui imposent la démocratie et qui démantèlent les grandes conglomerats (les « zaibatsus ») accusées d'avoir poussé à la guerre.

Durant la guerre de Corée, le Japon se montre un partenaire loyal des États-Unis qui signent avec Tokyo, le traité d'alliance de San Francisco (1951).

L'État va diriger la reconstruction par l'intermédiaire du MITI (Ministère de l'économie et du commerce extérieur). Le MITI fixe les secteurs à développer, il distribue des subventions, il achète des brevets et les offre aux entreprises. Il maintient des barrières protectionnistes pour fermer le marché national. Le MITI autorise la renaissance des conglomerats appelés maintenant les « Kereitsus ». Un keiretsu est une entreprise qui possède de nombreuses activités (Mitsubishi, Sony...) et sa propre banque. Il possède sa société de négoce (une « sogo-shosha »). Les entreprises japonaises ont renoncé au système tayloro-fordiste pour le « toyotisme » : les usines travaillent en flux tendus et elles respectent les « 5 zéros » : zéro défaut, zéro délai, zéro stock, zéro papier, zéro panne.

Les salariés disposent de l'emploi à vie et leur salaire progresse à l'ancienneté. En échange, ils ne font jamais grève, prennent peu de vacances et achètent japonais. Les Kereitsus sont très soutenus par l'État. Il existe une alliance très forte entre les hommes politiques, les patrons et les hauts fonctionnaires (le « triangle de fer »). Le Japon applique la théorie du « vol des oies sauvages » de l'économiste japonais Aka Matsu. Le pays se lance dans l'exportation de produits finis et il fait régulièrement évoluer sa spécialisation internationale : textile, aciers, automobile,

électronique, haute technologies (biotechnologies, nanotechnologies, robots...). Comme la main d'œuvre est qualifiée et donc chère, dès qu'un produit est moins rentable, on le délocalise et on fabrique d'autres objets plus rémunérateurs. Les délocalisations japonaises permettent le décollage des 4 « Dragons » (Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, Taïwan) qui deviennent en 40 ans des pays développés membres de l'OCDE.

2.2 L'éveil de la Chine

(Voir le cours d'histoire sur la Chine)

A partir de 1979, Deng Xiao-Ping fait le choix du capitalisme et il lance des réformes libérales. La Chine devient l'atelier du monde et affiche des taux de croissance élevés (jusqu'à 13 %). En 2010, le pays devient la seconde puissance économique mondiale devant le Japon. Grâce à ses excédents commerciaux, la Chine investit massivement en Afrique pour trouver des matières premières. Elle y construit aussi de nombreuses infrastructures (routes voies ferrées...). Dans les pays développés, elle veut acheter des marques et des technologies). En 2014, le chinois Dongfeng entre au capital du constructeur automobile français PSA.

La Chine finance même le déficit des États-Unis et de certains États européens. Comme au Japon ou en Corée, l'État joue un rôle majeur dans les choix économiques. Lors de la crise de 2008, l'État chinois lance un énorme plan de relance de 400 milliards de \$ pour soutenir l'activité et développer l'intérieur du pays (construction de TGV).

2.3 La montée de l'Inde

L'Inde dès son indépendance (1947) fait le choix de la démocratie. Elle veut conquérir son indépendance économique. Le gouvernement dirigé par Nehru impose des douanes élevées aux produits étrangers pour favoriser le développement d'une industrie nationale. Il se rapproche de l'URSS qui devient un modèle et un fournisseur de machines. L'État construit des industries dans les grands ports (Mumbai, Calcutta). Cependant, cette politique est un échec. En 1991, le pays est frappé par une grave crise financière et il décide de s'ouvrir à la mondialisation. Contrairement à la Chine qui s'est spécialisée dans l'industrie, l'Inde développe les services aux entreprises. Elle offre aux FTN des ingénieurs dont les salaires sont attractifs. Le pays devient le premier producteur mondial de logiciels. La région de Bangalore (la « ville des haricots bouillis ») devient la « silicon valley » indienne. L'Inde n'en est qu'aux prémices du développement. Il existe de nombreux handicaps comme le manque criant d'infrastructures (trains, routes, centrales électriques...), le problème des castes (intouchables)...

3 Les limites du développement de l'Asie du Sud et de l'Est

3.1 Les crises financières

Les succès des économies asiatiques ont impressionné les États-Unis et l'Europe qui ont cru qu'il existait un « modèle asiatique de développement » applicable à tous les pays pauvres. Le Prix Nobel d'économie américain, Paul Krugman, a

toujours qualifié le développement de l'Asie de « fable douteuse » et il toujours considéré que le modèle asiatique était le « plus sûr chemin de la croissance à la crise ». Les faits lui ont donné raison car de graves crises financières ont éclaté en 1990 (au Japon) et en 1997 (dans toute l'Asie). Ces chocs de grande ampleur ont d'abord révélé une grande corruption des milieux politiques et économiques. On a découvert une gestion très opaque des entreprises. Les entreprises préféraient la croissance extensive (acquérir toujours plus de parts de marchés) à une croissance intensive (privilégier la rentabilité). Le Japon a connu 20 ans de croissance presque nulle ; des étrangers se sont implantés dans le pays. Renault a racheté Nissan et a mis fin à l'emploi à vie. En 1997, le FMI est venu au secours des pays en crise mais il a exigé des réformes profondes dans la gestion des entreprises.

3.2 Les déséquilibres socio-spatiaux

Les fruits de la croissance sont mal redistribués, ce qui provoque des tensions sociales. Seuls 3 pays, ont un IDH élevé : Japon, Corée du sud, Singapour. Ailleurs, il est moyen (Chine) ou très bas (Bangladesh). Souvent une petite élite capte l'essentiel des richesses, richesses qui sont ensuite placées à l'étranger. En Chine, le « parti des princes » (composé des fils des compagnons de Mao) est régulièrement dénoncé sur l'internet chinois pour son avidité et son train de vie luxueux. Le gonflement de la classe moyenne en Chine ou en Inde ne parvient pas à faire oublier ceux qui vivent dans des bidonvilles dans une pauvreté absolue.

Le développement n'a souvent concerné que les côtes et l'intérieur a été délaissé. La Chine, pour freiner l'exode rural et mieux contrôler les régions habitées par les minorités (Ouïgours, Tibétains...) a entrepris de construire des infrastructures dans l'intérieur du pays. Ce « Go West » a aussi pour but de proposer des ouvriers moins chers à des entreprises littorales qui commencent à souffrir de la concurrence du Cambodge, du Vietnam ou de l'Éthiopie.

3.3 Une urgence : le développement durable

En Asie du Sud et de l'Est, la croissance s'est faite au détriment du milieu naturel. Les États étaient davantage soucieux de croissance que d'écologie. Le premier ministre indien, Indira Gandhi disait que la pauvreté était « la première des pollutions ». En 1997, les États d'Asie (à l'exception du Japon) n'ont pas adhéré au protocole de Kyoto qui avait pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les populations sont longtemps restées peu attentives aux problèmes de pollution mais la situation change et des militants osent briser le silence malgré la répression. L'écologiste chinois Liu Xiaobo est le seul prix Nobel du monde qui soit incarcéré. La pollution des airs, des eaux et des sols nuit à la croissance économique. De nombreux cadres étrangers refusent de venir dans des villes où les enfants développent des cancers du poumon, où il faut équiper les écoles de purificateurs d'air. Le modèle de développement est à revoir. Les États d'Asie ont privilégié l'exportation sur la consommation intérieure. La crise actuelle a réduit leurs débouchés alors que leur dépendance énergétique a tendance à s'accroître. Ils doivent revoir leur modèle économique. Pour faire face à la hausse du coût de la main d'œuvre, il est urgent de monter en gamme et de fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée. Une telle mutation n'est possible qu'en investissant massivement dans les universités et dans la recherche.

Conclusion

L'Asie du Sud et de l'Est est le futur centre de gravité du monde. La population augmente, elle s'enrichit et les perspectives de croissance restent élevées. Cependant, les États, qui sont souvent autoritaires, doivent faire face à de nombreuses critiques. La société civile réclame la mise en place d'un État de droit et un modèle de croissance moins pollueur. En raison des tensions internes, tous les États adoptent un discours nationaliste et xénophobe qui empêche toute intégration régionale et qui menace la paix.